

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur de l'entreprise, à Paris le 27 septembre 2013.

Madame, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les jurés,

Mesdames, Messieurs,

Deux fois par an, Marc LADREIT DE LACHARRIERE prend possession du palais de l'Élysée. Une fois à l'automne, une fois au printemps.

À l'automne, c'est pour la remise du Prix de l'Audace créatrice et au printemps, c'est pour le Prix de l'Audace artistique et culturel. Si bien que deux fois par an, l'État est ainsi noté dans le propos introductif avec l'équilibre qui caractérise Marc LADREIT DE LACHARRIERE, c'est qu'à long terme tout va bien mais c'est à court terme qu'il y a le problème. Nous faisons donc en sorte à la fois de déclarer l'avenir, de faire des réformes indispensables et, en même temps, de traiter l'urgence et l'immédiat.

Aujourd'hui, c'est le Prix de l'Audace créatrice, c'est-à-dire en fait de l'innovation, de l'entreprise, de l'investissement. Et c'est de l'innovation, de l'investissement, de l'esprit d'entreprise dont nous avons besoin si nous voulons rehausser le niveau de la croissance et créer les emplois qui nous manquent.

Si bien que ce Prix, au-delà de celui qui le reçoit est également un message. Nous avons besoin d'audace. Nous avons besoin d'engagement, nous avons besoin d'excellence.

L'innovation qui est au cœur de la délibération du jury aurait pu conduire à remettre un prix à une entreprise du numérique, ceût été banal, ou à une entreprise qui fait de la biotechnologie, ceût été classique. Là, vous avez choisi une forme d'audace. D'abord, remettre un prix de l'esprit d'entreprise à un énarque sorti de la Cour des Comptes. C'était osé. Et, en plus, qui a fait le choix de créer une entreprise dans la logistique qui n'est pas le secteur qui paraît être celui où les innovations sont les plus grandes. Alors même que l'innovation n'appartient à aucun domaine, à aucun secteur et quelle est partout dès lors qu'on est capable de la produire.

Alors, le lauréat cette année, c'est la société ID Logistics. Eric HEMAR qui en un peu plus de dix ans a réussi à passer de la SNCF à une grande entreprise de logistique privée. Son passage dans l'administration lui a été précieux, ne serait-ce que pour rentrer dans un cabinet ministériel, qui, comme chacun sait, est souvent hermétique aux acteurs économiques, ce qui explique parfois les défauts de certains textes. Il aurait pu faire carrière à la SNCF, c'est le rêve de beaucoup de nos compatriotes parce que c'est la pérennité de l'emploi et l'excellence aussi dans la prestation de service. Il aurait pu revenir à la Cour des Comptes. Quel destin. Chaque année, faire un rapport sur la gestion des finances publiques. Dire qu'il n'y a pas assez de économies, que l'on fait trop appel à la fiscalité, qu'il n'y a pas assez de réformes structurelles. C'est vrai que, chaque année, répéter cela, il y a de la conscience, de l'exigence. J'ai dû faire cela peu de temps. Une partie de ma carrière. Mais, en même temps, nous avons aussi besoin des avis éclairés de la Cour des Comptes qui est un puissant stimulant pour l'action publique.

Mais, vous avez choisi de vous lancer dans la création d'entreprise, c'est-à-dire en dix ans vous êtes passé d'une PME à une entreprise de taille intermédiaire faisant 40% de son chiffre d'affaires à l'exportation. Vous avez comme clients les plus grands, aussi bien pour le luxe, le sport, la parfumerie, les pièces détachées, la téléphonie. Et c'est autant de signes de confiance qui vous sont accordés. Vous avez fait le choix audacieux de vous porter sur le marché. J'entends là non pas le marché de la logistique mais le marché financier. Et accepter qu'une part de votre capital

pas le marché de la logistique mais le marché financier. Et accepter quatre part de votre capital soit détenue par des actionnaires. Vous y avez parfaitement réussi puisque vous avez su non seulement les convaincre de venir dans votre capital mais, en plus, vous avez fait fructifier leur épargne. 140%, c'est vrai que c'est un chiffre impressionnant.

Même si, comme Marc LADREIT DE LACHARRIERE ne l'a pas dit, le cours de bourse depuis un an et demi, ne le répétez pas trop cela pourrait me valoir quelques difficultés avec une part de ma majorité, augmente, ce qui d'ailleurs n'est pas dû à une politique publique. C'est dû simplement au fait que nos entreprises, que la confiance que nous pouvons inspirer permette d'obtenir ces résultats qui annoncent aussi une reprise économique.

Je saisis donc l'occasion qui m'est donnée, au-delà des compliments que j'adresse au lauréat pour parler de notre pays, de son économie.

Il y a, c'est vrai, des signes encourageants.

Encore aujourd'hui, nous avons confirmation de cette croissance intervenue au second trimestre : 0,5%. Je ne sais pas si cela sera confirmé dans les prochains mois mais il n'empêche que cela appelle une certaine confiance dans ce que nous pouvons faire de notre économie.

Si l'on ajoute qu'il y a cette baisse du chômage, au-delà même de ses corrections statistiques qui demanderont à être confirmées.

Si l'on ajoute qu'il y a du côté de la consommation une reprise, une expansion de retour dans le secteur des services il y a, c'est vrai, de quoi être confiant. Et, en même temps, je ne crie pas victoire. Cela n'aurait aucun sens aujourd'hui.

Il y a toujours des signes qui doivent nous préoccuper.

L'investissement qui a cessé, sans doute, de baisser mais il stagne.

Le fait que dans l'industrie et dans le bâtiment nous ayons encore une activité insuffisante.

Il y a toujours le niveau de nos déficits. Je salue ici le ministre du Budget qui contribue à cette approche graduelle qu'appelait Marc de LACHARRIERE, c'est-à-dire faire en sorte que nous puissions atteindre notre objectif dans le bon rythme, avec la bonne perspective mais avec le souci de ne pas entraver la croissance qui revient. Nous serons donc à 3,6% de déficit en 2014 et à 3% en 2015. La Commission européenne, qui a d'ailleurs salué la présentation de notre budget, nous a autorisés à avoir ce délai. Mais nous ne devons pas le regarder comme une quiétude, comme un répit, comme un repos mais plutôt comme un rebond et comme un ressort. Nous avons aussi le souci de développer une politique qui puisse donner plus de liberté aux entreprises disiez-vous d'abord sur le plan fiscal, sujet audacieux. Mais quand on regarde ce qui est fait depuis un an et demi à travers le CICE, le crédit d'impôt qui va représenter 12 milliards en 2014, 20 milliards en 2015, à travers la réforme des plus-values de cession pour permettre que des entreprises qui se créent puissent être vendues dans des conditions qui assurent la récompense de l'engagement de toute une vie.

Quand je regarde ce que nous avons fait sur le statut des jeunes entreprises innovantes qui vont voir leur considération ou leur condition fiscale et sociale améliorée. Quand je vois que nous n'avons pas appelé de nouvelles cotisations pour le financement des retraites pour les entreprises. Il y a donc un effort qui a été assumé, de permettre que dans ce moment où nous attendons l'investissement, l'innovation nous ne chargeons pas davantage les entreprises.

Il y a également une volonté qui a été exprimée par les ministres et par le Premier ministre celle d'ouvrir des concertations, je n'ose pas dire des assises de la fiscalité, mais nous y serons appelés c'est-à-dire que nous puissions fixer le cadre pour le reste du quinquennat de manière à ce que les entreprises sachent dans quel contexte elles peuvent investir, embaucher et évoluer.

J'ai conscience aussi que pour favoriser le développement des entreprises, il faut améliorer leur condition de financement. J'ai dit combien nous nous réjouissons qu'une entreprise ait pu faire appel à l'épargne à travers la bourse, faut-il encore que nous puissions conforter Euronext et c'est un enjeu qui est celui non seulement de la finance mais des entreprises.

J'ai également insisté pour que nous puissions faire une réforme des plans d'épargne en action qui puissent non seulement voir leur plafond relevé mais que le dispositif puisse être élargi pour les petites et moyennes entreprises.

L'assurance vie verra ses règles modifiées pour que les fonds qui y sont placés, qui sont les fonds

de long terme, puissent être affectés davantage qu'aujourd'hui vers l'investissement productif, vers le logement intermédiaire. Nous voulons aussi que l'apport en capital venant des grands groupes dans les PME soit également stimulé et favorisé.

Nous prendrons dans la loi de finance une disposition qui permettra d'avoir des règles d'amortissement qui seront favorables aux grands groupes quand ils investissent dans le capital des PME.

Le rôle de l'Etat quel est-il ?

Améliorer les conditions de l'environnement économique, faire qu'il puisse y avoir plus de souplesse, de liberté mais aussi d'engagement et de responsabilité. C'est ce que nous avons fait avec des partenaires sociaux sur le marché du travail. Et nous avons respecté la signature qui avait été donnée, aussi bien du côté employeurs que du côté des organisations syndicales puisque la loi a été transposée, j'allais dire au mot près, permettant qu'aujourd'hui ces dispositions qui accordent plus de souplesse aux entreprises, plus de protection aux salariés puissent être utilisées.

Vous avez cité PSA avec le choix et je le félicite de monsieur EYMARD de venir sur le site de PSA, sujet sur lequel Arnaud MONTEBOURG a beaucoup travaillé.

Nous avons d'ailleurs fait la démonstration qu'un site n'était pas forcément dévolu pour une seule activité et que lorsqu'il y a une restructuration il doit y avoir d'autres activités. Ce qui compte ce ne sont pas simplement les emplois d'hier, ce sont aussi les emplois de demain, tout en faisant en sorte de préserver autant qu'il est possible les emplois d'aujourd'hui. Mais pour le cas de PSA j'aurais pu citer d'autres grands groupes les accords peuvent être d'autant plus facilement signés pour améliorer la compétitivité que nous sommes dans ce cadre législatif.

Nous avons également engagé une réforme de la formation professionnelle avec les partenaires sociaux. 32 milliards sont en jeu. Chacun fait le constat que ces fonds ne sont pas au mieux utilisés, que cela ne va pas vers les salariés les moins qualifiés, vers les demandeurs d'emploi et vers les jeunes. L'engagement que nous sollicitons c'est une mobilisation nationale pour que les entreprises, les partenaires sociaux mais aussi les régions, l'Etat, Pôle Emploi puissent mener à bien des politiques de formation qui aillent vers les salariés qui en ont le plus besoin et vers les entreprises qui constatent et j'en ai encore fait l'expérience hier en Lorraine qu'il y a des emplois qui ne sont pas pourvus. Si bien que nous avons anticipé cette réforme et fait en sorte, pour au moins 30 000 demandeurs d'emploi, de faire une formation adaptée aux 30 000 offres d'emploi qui sont pour le moment il y en a davantage insatisfaites. L'objectif est d'aller jusqu'à 100 000 en 2014.

Voilà toutes les réformes que nous menons. Maintenant l'avenir de notre pays vous l'avez rappelé Marc de LACHARRIERE c'est ce que décideront elles-mêmes. Ce sont les entreprises qui connaissent les marchés. Ce sont les entreprises qui investissent, qui innovent. Ce sont les entreprises qui recherchent, même si nous pouvons les accompagner à travers le crédit d'impôt. L'avenir de notre pays sera donc celui que les entreprises détermineront librement. Mais nous avons aussi une volonté publique. Le rôle de l'Etat n'est pas simplement de faire la meilleure réglementation, la meilleure fiscalité il y a encore beaucoup de chemin à faire. Le rôle de l'Etat est de définir des priorités de long terme. C'est d'avoir une stratégie, ce que j'ai appelé « la stratégie pour la France dans 10 ans ».

Pourquoi dix ans ? Parce que c'est un horizon suffisamment court pour que chacun puisse se projeter, on pense tous être vivants dans dix ans. Et suffisamment lointain pour que nous puissions faire tous les efforts nécessaires pour faire comprendre que le résultat viendra et que à long terme nous pouvons être vivants aussi.

Nous sommes devant le même défi, comment relever la compétitivité ? Comment être dans l'excellence ? Comment conquérir des marchés ?

Pour y parvenir nous avons fait le choix d'indiquer ce que nous pensons être l'avenir de notre industrie. 34 plans ont été présentés ici même, on aurait dû garder les objets parce qu'ils sont impressionnants, ce sont les objets de l'économie de demain mais qui sont déjà conçus et, pour certains, fabriqués aujourd'hui. A partir de là, il ne s'agit pas que l'Etat finance le développement des entreprises mais que nous puissions conjuguer tous nos efforts : acteurs économique,

partenaires sociaux, élus des régions et des territoires, et puis tous ceux qui ont vocation à accompagner l'économie, les universités, les instituts de recherche pour que nous puissions avancer.

Vous avez également insisté sur le rôle de la concertation et du dialogue social. Depuis un an et demi j'ai veillé à ce que nous puissions au-delà de nos différences et il y en a ici sans doute au-delà de nos sensibilités j'en ai deviné plusieurs nous puissions avoir la même conception du dialogue, du respect et donc de l'engagement. Je ne vais pas ici faire la comptabilité des jours de grèves, il faut toujours se méfier de ceux qui disent que tout va bien puisqu'il n'y a pas de grève, elles finissent par arriver. Mais nous avons évité les conflits, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de colère, qu'il n'y a pas de grogne, qu'il n'y a pas de frustration. Si l'on se parle, si l'on concerta c'est toujours mieux.

Nous avons réussi à mener des négociations difficiles auxquelles personne ne croyait qui, d'ailleurs, impressionnent plus les marchés que telle ou telle disposition législative ou réglementaire. Ce qui ne nous dispense pas de les réformer si c'est nécessaire.

Mais ces avancées nous permettent de donner la confiance. Dans l'entreprise, ici, il y a des entreprises de toute taille. Je sais que vous avez la même préoccupation du dialogue, de la responsabilité. Mais nous avons voulu dans la loi qui a transposé l'accord interprofessionnel dont je parlais qu'il y ait une représentation des salariés dans les conseils d'administration et dans les conseils de surveillance dans les grands groupes. C'est utile. Je suis aussi conscient que dans les PME, ici il y a ceux qui les représentent, il y a toujours ce souci de dialogue et de concertation et d'association. Il y a le sujet de la participation, de l'épargne salariale qui a pu être malmené ces dernières années et sur lesquelles je souhaite que le gouvernement puisse avoir la réflexion la plus prospective. Comment pouvons-nous mieux faire pour associer les salariés, pas simplement aux décisions mais aux répartitions des gains de la production ou de l'activité.

Voilà Mesdames et Messieurs, le message de laudace créatrice de chaque année. C'est un beau nom, laudace, et qui remonte à la Révolution mais je ne veux inquiéter personne ici.

Il en faut de laudace, où que l'on soit. Que l'on soit effectivement dans la création d'une entreprise puis ensuite dans son développement. Vous en avez fait la preuve.

De laudace que l'on soit dans de grands groupes qui conquièrent des marchés.

De laudace lorsque l'on est ministre, il en faut, pour lancer des plans industriels, pour faire des économies budgétaires, pour aussi développer les nouvelles technologies.

De laudace, il en faut pour assumer les choix qui sont faits par rapport à une société qui est toujours inquiète et qui, en France, est angoissée sur son destin.

La France, ce n'est pas n'importe quel pays. C'est un pays avec une grande histoire et qui vit donc toujours de manière tourmentée la projection dans le futur. Est-ce que nous allons rester ce que nous sommes ? Est-ce que nous pouvons encore être une grande nation ? Est-ce que nous aurons notre place dans la mondialisation ? Est-ce que cette Europe élargie correspond encore à nos intérêts ? Est-ce que nous pouvons prendre des décisions en toute indépendance ? Est-ce que nous avons encore la capacité de nous défendre, y compris même de défendre des valeurs auxquelles nous sommes attachés quand un peuple est martyr face aux agissements d'un dictateur ? Est-ce que nous avons encore cette capacité pour avancer ? Beaucoup en doutent. Parce que cela fait tellement d'années que l'on appelle à l'effort avec tellement peu de résultats que nous avons toujours ce sentiment que nos déficits nous enserrant, que notre dette progresse. Alors, nous devons faire les efforts mais leur donner un sens car la répétition des sacrifices n'a jamais permis la mobilisation d'un pays. J'en connais qui disent : « une bonne réforme, c'est celle qui fait souffrir ». Ce ne sont pas forcément celles qui aboutissent mais on ne mesure pas une réforme simplement à la douleur qu'elle provoque mais à l'effet qu'elle va susciter dans le pays, à l'adhésion qu'elle va permettre.

Je constate beaucoup de dévolutions dans ce que l'on appelle les mentalités. Il y a à la fois bien sûr cette peur, cette angoisse par rapport à l'avenir, et de l'autre la fierté d'être dans une grande nation, de pouvoir être dans de belles entreprises, d'avoir la satisfaction de grands contrats quand ils sont gagnés. Et nous en gagnons dans cette période. Et vous dans vos entreprises, vous savez ce que c'est la fierté d'une communauté de travail

ce que c'est la perte d'une communauté de travail.

Hier, j'étais à Florange, site sur lequel nous avons travaillé, Arnaud MONTEBOURG, le Premier ministre et moi-même.

Les salariés qui, bien sûr, vivaient avec douleur aussi ce qu'avait pu être la fermeture des hauts-fourneaux étaient d'abord convaincus que c'était l'avenir qui comptait et que si l'on apportait les moyens de la recherche, de l'innovation, de l'excellence, alors, il y a un avenir pour la sidérurgie en Lorraine.

C'est cette audace-là qu'il faut transmettre à tous. Quand je dis à tous, c'est-à-dire à toute la communauté nationale. Quand je dis à tous, c'est-à-dire à toutes les générations et notamment la plus jeune, celle qui a le sentiment qu'elle est mise de côté.

Une de nos satisfactions depuis quelques mois, c'est de voir le taux de chômage des jeunes diminuer. L'inversion de la courbe du chômage, nous verrons si elle peut être obtenue dans les prochains mois, elle est déjà acquise pour les jeunes. Nous y avons mis les moyens. Les jeunes, nous devons les convaincre de rentrer dans l'entreprise et dans l'entreprise industrielle. Nous devons les former en conséquence. Nous devons donner de l'apprentissage une autre vision, des opérateurs d'ailleurs sur les machines, une autre image. Aujourd'hui, être ouvrier dans une entreprise, c'est d'abord être un technicien qui surveille, qui assure la maintenance, qui alerte sur les défauts.

Nous devons donc montrer que nous pouvons réussir et c'est par la réussite des entreprises que nous arriverons à assurer la réussite de notre pays. Merci.